

## COURRIER DE LA DIRECTION

Date d'arrivée : 23/01/20 Numéro : 23

Date du courrier : 21/01/20



Expéditeur : Prefecture MEUSE - Direction départemental des territoires

Arrivé par  
siège VNF : non Action demandée : traitement  
(OUI/NON) (Réponse/Information/Traitement)

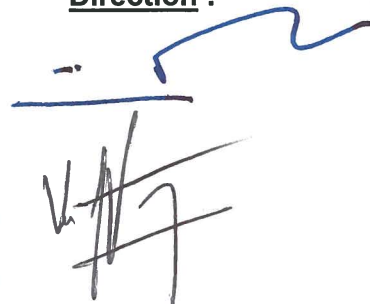
Objet : arrêtés signés établissant que les ouvrages suivants relèvent de la classe C : CMRO : Abbaye Evaux  
- de partage - de la Doeuil - de la Grande Chalaide - de Rembercourt - de Tronville et Canal MEUSE :  
Samogneux

DATE DE LA REUNION	DATE LIMITE DE REPONSE	COURRIER SIGNALE

### Destinataires :

	ATTRIBUTAIRE : Traitement	REPONSE : proposition d'une réponse / Réponse	CONTRIBUTEUR : Pour contribution	INFO
Directeur				
Directeur Adjoint				X
Secrétaire Général				
Arrondissement Environnement Maintenance Exploitation	X			
Arrondissement Développement de la Voie d'Eau				X
DIMOA				
Arrondissement Maîtrise d'ouvrage, perspectives et finances				
Comptable Secondaire				
UTI CMRE Embranchement de Nancy				
UTI Canal des Vosges				
UTI Moselle (Metz / Toul / Pont-à-Mousson)				
UTI Canal Mame au Rhin Ouest (Bar-le-Duc / Void)				X
UTI Meuse-Ardenne				
UTI Canal entre Champagne Bourgogne				

### Messages de la Direction :





PRÉFET DE LA MEUSE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES  
Service Environnement  
Affaire suivie par : Elric PESCHELOCHE  
elric.pescheloch@meuse.gouv.fr  
Tél. : 03 29 79 93 77  
Fax : 03 29 76 32 64

Bar-le-Duc, le 21 JAN. 2020

M. Pascal GAUTHIER  
Direction territoriale du Nord-Est  
VNF  
169 rue Charles III  
Cs 80062  
54036 NANCY cedex

V<sub>m</sub> → F. HOFF  
m'en parle -  
A. Vogler

Lettre recommandée avec AR

1 A 176 930 8755 3

Monsieur le Directeur,

Le 6 décembre 2019, mes services vous ont transmis huit projets d'arrêtés de classement d'ouvrages hydrauliques établis au titre de l'article R.214-122 du code de l'environnement, dans le cadre de la procédure contradictoire.

A ce titre, vous avez sollicité par courrier du 26 décembre dernier, une modification du délai relatif à la production d'un rapport d'auscultation par un organisme agréé (article 5 : 5<sup>e</sup> point) pour tenir compte des modalités de réalisation de la prestation visée.

Après avis du Service prévention des risques naturels et hydrauliques de la Direction Régionale de de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Grand-Est, je vous informe que j'émetts un avis favorable à votre demande et qu'en conséquence les 8 arrêtés vous accordent un délai 24 mois pour produire ledit rapport.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joints les arrêtés signés qui établissent que les ouvrages suivants relèvent de la classe C :

- Canal de la Marne au Rhin Ouest, biefs :
  - de l'Abbaye d'Evaux,
  - de partage,
  - de la Doeuil,
  - de la Grande Chalaide,
  - de Rembercourt,
  - de Tronville.
- Canal de la Meuse, bief :
  - de Samogneux.

L'arrêté inter-préfectoral (Meurthe-et-Moselle et de Meuse) relatif au bief de Foug vous sera transmis très prochainement.

Le Service environnement de la Direction Départementale des Territoires de la Meuse se tient à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération très distinguée.

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,



Michel GOURIOU

PJ : 7 arrêtés de classement

Copie :  
DREAL Grand-Est  
Service Prévention des Risques Naturels et Hydrauliques  
1 rue du Parlement  
BP 80556  
51022 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE  
A l'attention de Cindy BATSCHELET

## PRÉFET DE LA MEUSE

Direction départementale des territoires  
Service Environnement  
Unité Eau

**ARRÊTÉ n° 2020 -7361 du 20 JAN. 2020**

**Portant classement du bief n°5VMa de l'Abbaye d'Evaux de la Marne au Rhin Ouest  
sur le territoire des communes de DEMANGE-BAUDIGNECOURT et SAINT-JOIRE**

**Le Préfet de la Meuse,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R.214-1, R.214-53 et R.214-112 à R.214-132 ;

VU le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 ;

VU le décret du 4 janvier 2019 portant nomination de Monsieur Alexandre ROCHATTE, Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté n° 2019-121 du 21 janvier 2019 accordant délégation de signature à Monsieur Michel GOURIOU, Secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

VU le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

VU le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU l'arrêté ministériel du 21 mai 2010 définissant l'échelle de gravité des événements et évolutions concernant un barrage et une digue ou leur exploitation et mettant en cause ou étant susceptibles de mettre en cause la sécurité des personnes ou des biens et précisant les modalités de leur déclaration ;

VU l'arrêté ministériel du 17 mars 2017 précisant les modalités de détermination de la hauteur et du volume des barrages et ouvrages assimilés aux fins du classement de ces ouvrages en application de l'article R. 214-112 de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 6 août 2018 fixant des prescriptions techniques relatives à la sécurité des barrages ;

VU les informations communiquées le 20 septembre 2019 par Voies Navigables de France, exploitant de l'ouvrage et pétitionnaire,

VU le courrier adressé au pétitionnaire, le 06 décembre 2019, dans le cadre de la procédure contradictoire, l'invitant à faire part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral portant classement du bief ;

VU les observations formulées par le pétitionnaire en date du 26 décembre 2019 ;

Considérant que les renseignements fournis par le pétitionnaire font apparaître, au titre de l'article R.214-53 du code de l'environnement, l'existence d'un ouvrage relevant des critères de classement définis à l'article R214-112 du code de l'environnement, sur les communes de DEMANGE-BAUDIGNECOURT et SAINT-JOIRE ;

Considérant qu'il convient de porter classement dudit ouvrage, compte tenu de ses caractéristiques géométriques, notamment sa hauteur de 3,60m au-dessus du terrain naturel, son volume de retenue de 56 000 m<sup>3</sup> et de la présence dans les 400m à l'aval de l'ouvrage d'une ou plusieurs habitations dont le niveau topographique est inférieur à la crête de l'ouvrage ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

## ARRÊTE

### Titre I : CLASSE DE L'OUVRAGE

#### **Article 1 : Responsable de l'ouvrage**

En sa qualité d'exploitant du bief n°5VMa de l'Abbaye d'Evaux, Voies Navigables de France assure les obligations fixées par le présent arrêté.

#### **Article 2 : Description et classement de l'ouvrage**

Le bief de l'Abbaye d'Evaux, d'une longueur de 1,411 km, est situé sur les communes de DEMANGE-BAUDIGNECOURT et SAINT-JOIRE,

H : hauteur au-dessus du terrain naturel	3,60 mètres
V : Capacité de la retenue à la cote RN	0,056 millions de m <sup>3</sup>
Présence d'une ou plusieurs habitations à l'aval de l'ouvrage, jusqu'à une distance par rapport à celui-ci de 400 mètres et dont le niveau topographique est inférieur à la crête de l'ouvrage	Oui

Système de référence linéaire :

- PK début : 80,834
- PK fin : 82,245

Plan en annexe

Rubrique	Intitulé	Classe
3.2.5.0	Barrage de retenue et ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R.214-112	C

## **Titre II : RÈGLES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET LA SÛRETÉ DE L'OUVRAGE**

### **Article 3 : – Documents réglementaires**

En application de l'article R.214-122 du Code de l'environnement, le propriétaire ou l'exploitant établit ou fait établir :

- 1<sup>er</sup>) un dossier technique regroupant tous les documents relatifs à l'ouvrage, permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation depuis sa mise en service ;
- 2<sup>e</sup>) un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les vérifications et visites techniques approfondies, le dispositif d'auscultation, les moyens d'information et d'alerte de la survenance de crues et de tempêtes ;
- 3<sup>e</sup>) un registre sur lequel sont inscrits les principaux renseignements relatifs aux travaux, à l'exploitation, à la surveillance, à l'entretien de l'ouvrage et de son dispositif d'auscultation, aux conditions météorologiques et hydrologiques exceptionnelles et à l'environnement de l'ouvrage ;
- 4<sup>e</sup>) un rapport de surveillance périodique comprenant la synthèse des renseignements figurant dans le registre prévu au 3<sup>e</sup> et celle des constatations effectuées lors des vérifications et visites techniques approfondies ;
- 5<sup>e</sup>) un rapport d'auscultation établi périodiquement par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R.214-129 à R.214-132 du Code de l'environnement.

L'exploitant tient à jour ces dossiers, documents et registre, les conserve de façon qu'ils soient accessibles et utilisables en toutes circonstances et les tient à la disposition du service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

### **Article 4 – Exploitation et surveillance**

En application de l'article R.214-123 du Code de l'environnement, l'exploitant surveille et entretient son ouvrage et ses dépendances.

Il procède notamment à des vérifications du bon fonctionnement des organes de sécurité et à des visites techniques approfondies de l'ouvrage qui sont effectuées au moins une fois dans l'intervalle de deux rapports de surveillance.

### **Article 5 : Prescriptions relatives à l'ouvrage**

L'ouvrage doit être rendu conforme aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-128 du Code de l'Environnement selon les délais et modalités suivantes :

- Description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance **sous 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté ;**
- Constitution du registre de l'ouvrage **sous 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté ;**
- Constitution d'un dossier technique regroupant tous les documents relatifs à l'ouvrage **sous 12 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté ;**

- Production d'un rapport de surveillance **sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans ;**
- Production par un organisme agréé d'un rapport d'auscultation **sous 24 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans ;**

Le rapport de surveillance et le rapport d'auscultation sont transmis au service de l'État chargé du contrôle dans le mois suivant leur réalisation.

Dans l'intervalle de deux rapports de surveillance, le propriétaire ou exploitant est tenu de procéder, à minima, à une visite technique approfondie, dont le rapport pourra être transmis au service de contrôle sur sa demande.

#### **Article 6 : Déclaration des incidents**

Tout événement ou évolution concernant l'ouvrage ou son exploitation susceptible de mettre en cause la sécurité des personnes et des biens doit être déclaré au Préfet dans les meilleurs délais, conformément à l'article R.214-125 du Code de l'Environnement.

Toute déclaration est accompagnée d'une proposition de classification selon le niveau de gravité défini par l'arrêté ministériel du 21/05/2010. En fonction du niveau de la gravité qu'il constate, le préfet peut demander à l'exploitant un rapport sur l'événement.

En outre, une visite technique approfondie doit être réalisée à l'issue de chacun de ces événements ou évolutions.

#### **Article 7 : Diagnostic de sûreté**

Conformément à l'article R.214-127 du Code de l'Environnement, si l'ouvrage ne paraît pas remplir des conditions de sûreté suffisantes, le préfet peut prescrire à l'exploitant de faire procéder, à ses frais, dans un délai déterminé, et par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132, à un diagnostic sur les garanties de sûreté de l'ouvrage où sont proposées, le cas échéant, les dispositions pour remédier aux insuffisances de l'ouvrage, de son entretien ou de sa surveillance au regard des impératifs de la sécurité des personnes et des biens.

L'exploitant adresse, dans le délai fixé, ce diagnostic au préfet en indiquant les dispositions qu'il propose de retenir. Les prescriptions retenues sont fixées par arrêté préfectoral.

#### **Article 8 : Travaux**

Tout projet de modification de l'ouvrage, en dehors des travaux d'entretien et de réparation courante, est réalisé par un organisme agréé, conformément aux articles R.214-119 et R.214-120 du Code de l'Environnement.

### **Titre III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 9 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.



## **Article 10 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas l'exploitant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **Article 11 : Publication et information des tiers**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Il sera également :

- mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Meuse pendant une durée d'au moins 6 mois,
- affiché en mairies de DEMANGE-BAUDIGNECOURT et SAINT-JOIRE, dès sa réception et pendant un délai minimum d'un mois.

## **Article 12 : Voies et délais de recours**

En application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55012 Bar-le-Duc ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 – Paris Cedex 08;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - CO 20038 - 54036 NANCY Cedex. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).


Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

## **Article 13 : Exécution**

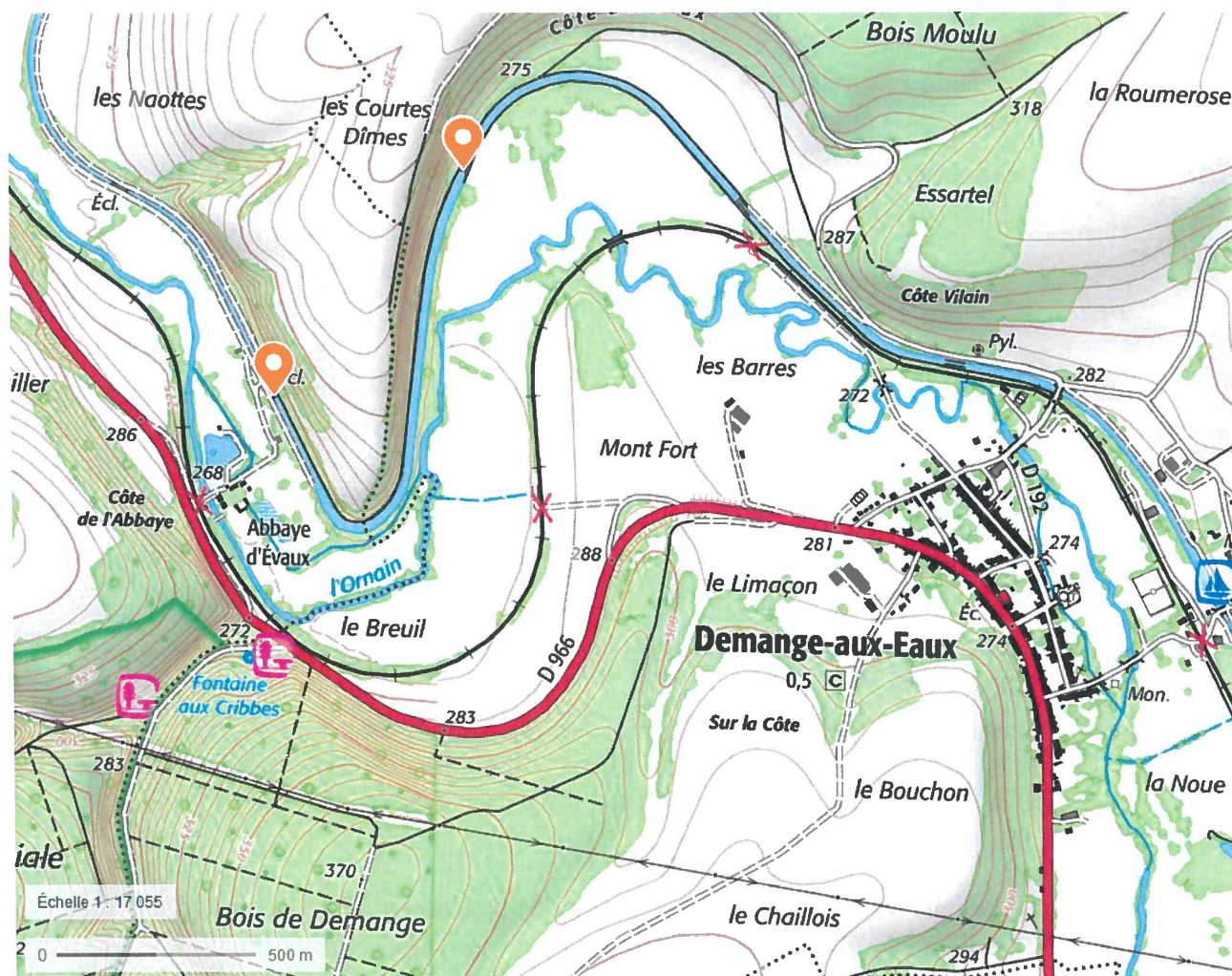
Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse, les Maires des communes de DEMANGE-BAUDIGNECOURT et SAINT-JOIRE et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Grand-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bar-le-Duc, le **20 JAN. 2020**

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

  
Michel GOURIOU

## ANNEXE : PLAN DE SITUATION



## PRÉFET DE LA MEUSE

Direction départementale des territoires  
Service Environnement  
Unité Eau

**ARRÊTÉ n° 2020 - 7362 du 20 JAN. 2020**

**Portant classement du bief de partage et de l'embranchement d'Houdelaincourt du canal de la Marne au Rhin Ouest sur le territoire des communes de DEMANGE-BAUDIGNECOURT, HOUDELAINCOURT, DELOUZE-ROSIERES et MAUVAGES**

**Le Préfet de la Meuse,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R.214-1, R.214-53 et R.214-112 à R.214-132 ;

VU le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 ;

VU le décret du 4 janvier 2019 portant nomination de Monsieur Alexandre ROCHATTE, Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté n° 2019-121 du 21 janvier 2019 accordant délégation de signature à Monsieur Michel GOURIOU, Secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

VU le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

VU le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU l'arrêté ministériel du 21 mai 2010 définissant l'échelle de gravité des événements et évolutions concernant un barrage et une digue ou leur exploitation et mettant en cause ou étant susceptibles de mettre en cause la sécurité des personnes ou des biens et précisant les modalités de leur déclaration ;

VU l'arrêté ministériel du 17 mars 2017 précisant les modalités de détermination de la hauteur et du volume des barrages et ouvrages assimilés aux fins du classement de ces ouvrages en application de l'article R. 214-112 de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 6 août 2018 fixant des prescriptions techniques relatives à la sécurité des barrages ;

VU les informations communiquées le 20 septembre 2019 par Voies Navigables de France, exploitant de l'ouvrage et pétitionnaire,

VU le courrier adressé au pétitionnaire, le 06 décembre 2019, dans le cadre de la procédure contradictoire, l'invitant à faire part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral portant classement du bief ;

VU les observations formulées par le pétitionnaire en date du 26 décembre 2019;

Considérant que les renseignements fournis par le pétitionnaire font apparaître, au titre de l'article R.214-53 du code de l'environnement, l'existence d'un ouvrage relevant des critères de classement définis à l'article R214-112 du code de l'environnement, sur les communes de DEMANGE-BAUDIGNECOURT, HOUDELAINCOURT, DELOUZE-ROSIERES et MAUVAGES ;

Considérant qu'il convient de porter classement dudit ouvrage, compte tenu de ses caractéristiques géométriques, notamment sa hauteur supérieure à 3 m au-dessus du terrain naturel, son volume de retenue de 414 800 m<sup>3</sup> et de la présence dans les 400m à l'aval de l'ouvrage d'une ou plusieurs habitations dont le niveau topographique est inférieur à la crête de l'ouvrage ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

## ARRÊTE

### Titre I : CLASSE DE L'OUVRAGE

#### **Article 1 : Responsable de l'ouvrage**

En sa qualité d'exploitant du bief de partage et de l'embranchement d'Houdelaincourt, Voies Navigables de France assure les obligations fixées par le présent arrêté.

#### **Article 2 : Description et classement de l'ouvrage**

Le bief de partage et de l'embranchement d'Houdelaincourt, d'une longueur de 9,197 km, est situé sur les communes de DEMANGE-BAUDIGNECOURT, HOUDELAINCOURT, DELOUZE-ROSIERES et MAUVAGES.

H : hauteur au-dessus du terrain naturel	3,00 m pour l'embranchement d'Houdelaincourt 3,50 m pour le bief de partage
V : Capacité de la retenue à la cote RN	0,4148 millions de m <sup>3</sup>
Présence d'une ou plusieurs habitations à l'aval de l'ouvrage, jusqu'à une distance par rapport à celui-ci de 400 mètres et dont le niveau topographique est inférieur à la crête de l'ouvrage	Oui

Système de référence linéaire :

- PK début : 84,835
- PK fin : 94,032

Plan en annexe

Rubrique	Intitulé	Classe
3.2.5.0	Barrage de retenue et ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R.214-112	C

## **Titre II : RÈGLES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET LA SÛRETÉ DE L'OUVRAGE**

### **Article 3 : – Documents réglementaires**

En application de l'article R.214-122 du Code de l'environnement, le propriétaire ou l'exploitant établit ou fait établir :

- 1<sup>er</sup>) un dossier technique regroupant tous les documents relatifs à l'ouvrage, permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation depuis sa mise en service ;
- 2<sup>e</sup>) un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les vérifications et visites techniques approfondies, le dispositif d'auscultation, les moyens d'information et d'alerte de la survenance de crues et de tempêtes ;
- 3<sup>e</sup>) un registre sur lequel sont inscrits les principaux renseignements relatifs aux travaux, à l'exploitation, à la surveillance, à l'entretien de l'ouvrage et de son dispositif d'auscultation, aux conditions météorologiques et hydrologiques exceptionnelles et à l'environnement de l'ouvrage ;
- 4<sup>e</sup>) un rapport de surveillance périodique comprenant la synthèse des renseignements figurant dans le registre prévu au 3<sup>e</sup> et celle des constatations effectuées lors des vérifications et visites techniques approfondies ;
- 5<sup>e</sup>) un rapport d'auscultation établi périodiquement par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R.214-129 à R.214-132 du Code de l'environnement.

L'exploitant tient à jour ces dossiers, documents et registre, les conserve de façon qu'ils soient accessibles et utilisables en toutes circonstances et les tient à la disposition du service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

### **Article 4 – Exploitation et surveillance**

En application de l'article R.214-123 du Code de l'environnement, l'exploitant surveille et entretient son ouvrage et ses dépendances.

Il procède notamment à des vérifications du bon fonctionnement des organes de sécurité et à des visites techniques approfondies de l'ouvrage qui sont effectuées au moins une fois dans l'intervalle de deux rapports de surveillance.

### **Article 5 : Prescriptions relatives à l'ouvrage**

L'ouvrage doit être rendu conforme aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-128 du Code de l'Environnement selon les délais et modalités suivantes :

- Description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance **sous 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté** ;
- Constitution du registre de l'ouvrage **sous 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté** ;
- Constitution d'un dossier technique regroupant tous les documents relatifs à l'ouvrage **sous 12 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté** ;



- Production d'un rapport de surveillance **sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans ;**
- Production par un organisme agréé d'un rapport d'auscultation **sous 24 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans ;**

Le rapport de surveillance et le rapport d'auscultation sont transmis au service de l'État chargé du contrôle dans le mois suivant leur réalisation.

Dans l'intervalle de deux rapports de surveillance, le propriétaire ou exploitant est tenu de procéder, à minima, à une visite technique approfondie, dont le rapport pourra être transmis au service de contrôle sur sa demande.

#### **Article 6 : Déclaration des incidents**

Tout événement ou évolution concernant l'ouvrage ou son exploitation susceptible de mettre en cause la sécurité des personnes et des biens doit être déclaré au Préfet dans les meilleurs délais, conformément à l'article R.214-125 du Code de l'Environnement.

Toute déclaration est accompagnée d'une proposition de classification selon le niveau de gravité défini par l'arrêté ministériel du 21/05/2010. En fonction du niveau de la gravité qu'il constate, le préfet peut demander à l'exploitant un rapport sur l'événement.

En outre, une visite technique approfondie doit être réalisée à l'issue de chacun de ces événements ou évolutions.

#### **Article 7 : Diagnostic de sûreté**

Conformément à l'article R.214-127 du Code de l'Environnement, si l'ouvrage ne paraît pas remplir des conditions de sûreté suffisantes, le préfet peut prescrire à l'exploitant de faire procéder, à ses frais, dans un délai déterminé, et par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132, à un diagnostic sur les garanties de sûreté de l'ouvrage où sont proposées, le cas échéant, les dispositions pour remédier aux insuffisances de l'ouvrage, de son entretien ou de sa surveillance au regard des impératifs de la sécurité des personnes et des biens.

L'exploitant adresse, dans le délai fixé, ce diagnostic au préfet en indiquant les dispositions qu'il propose de retenir. Les prescriptions retenues sont fixées par arrêté préfectoral.

#### **Article 8 : Travaux**

Tout projet de modification de l'ouvrage, en dehors des travaux d'entretien et de réparation courante, est réalisé par un organisme agréé, conformément aux articles R.214-119 et R.214-120 du Code de l'Environnement.

### **Titre III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 9 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 10 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas l'exploitant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **Article 11 : Publication et information des tiers**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Il sera également :

- mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Meuse pendant une durée d'au moins 6 mois,
- affiché en mairies de DEMANGE-BAUDIGNECOURT, HOUDELAINCOURT, DELOUZE-ROSIERES et MAUVAGES, dès sa réception et pendant un délai minimum d'un mois.

## **Article 12 : Voies et délais de recours**

En application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55012 Bar-le-Duc ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 – Paris Cedex 08;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - CO 20038 - 54036 NANCY Cedex. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)".

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

## **Article 13 : Exécution**

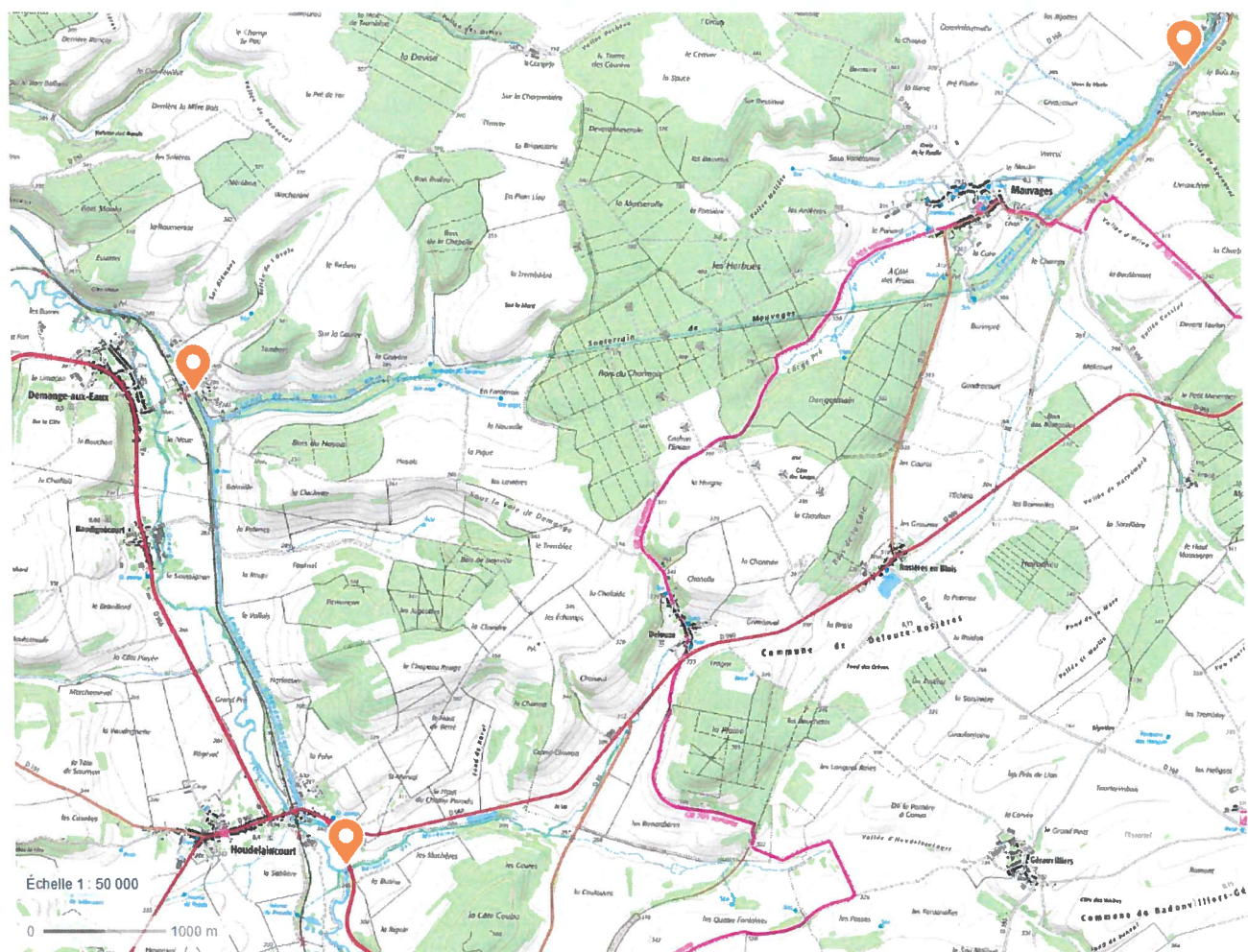
Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse, les Maires des communes de DEMANGE-BAUDIGNECOURT, HOUDELAINCOURT, DELOUZE-ROSIERES et MAUVAGES et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Grand-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bar-le-Duc, le **20 JAN. 2020**

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

  
Michel GOURIOU

## ANNEXE : PLAN DE SITUATION





## PRÉFET DE LA MEUSE

Direction départementale des territoires  
Service Environnement  
Unité Eau

**ARRÊTÉ n° 2020 - 7363 du 20 JAN. 2020**

**Portant classement du bief n°47 VMa de la Doeuil du canal de la Marne au Rhin Ouest  
sur le territoire de la commune de NEUVILLE-SUR-ORNAIN et VAL-D'ORNAIN**

**Le Préfet de la Meuse,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R.214-1, R.214-53 et R.214-112 à R.214-132 ;

VU le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 ;

VU le décret du 4 janvier 2019 portant nomination de Monsieur Alexandre ROCHATTE, Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté n° 2019-121 du 21 janvier 2019 accordant délégation de signature à Monsieur Michel GOURIOU, Secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

VU le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

VU le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU l'arrêté ministériel du 21 mai 2010 définissant l'échelle de gravité des événements et évolutions concernant un barrage et une digue ou leur exploitation et mettant en cause ou étant susceptibles de mettre en cause la sécurité des personnes ou des biens et précisant les modalités de leur déclaration ;

VU l'arrêté ministériel du 17 mars 2017 précisant les modalités de détermination de la hauteur et du volume des barrages et ouvrages assimilés aux fins du classement de ces ouvrages en application de l'article R. 214-112 de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 6 août 2018 fixant des prescriptions techniques relatives à la sécurité des barrages ;

VU les informations communiquées le 20 septembre 2019 par Voies Navigables de France, exploitant de l'ouvrage et pétitionnaire,

VU le courrier adressé au pétitionnaire, le 06 décembre 2019, dans le cadre de la procédure contradictoire, l'invitant à faire part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral portant classement du bief ;

VU les observations formulées par le pétitionnaire en date du 26 décembre 2019;

Considérant que les renseignements fournis par le pétitionnaire font apparaître, au titre de l'article R.214-53 du code de l'environnement, l'existence d'un ouvrage relevant des critères de classement définis à l'article R214-112 du code de l'environnement, sur la commune de NEUVILLE-SUR-ORNAIN et VAL-D'ORNAIN ;

Considérant qu'il convient de porter classement dudit ouvrage, compte tenu de ses caractéristiques géométriques, notamment sa hauteur de 2,20 m au-dessus du terrain naturel, son volume de retenue de 62 700 m<sup>3</sup> et de la présence dans les 400m à l'aval de l'ouvrage d'une ou plusieurs habitations dont le niveau topographique est inférieur à la crête de l'ouvrage ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

## ARRÊTE

### Titre I : CLASSE DE L'OUVRAGE

#### **Article 1 : Responsable de l'ouvrage**

En sa qualité d'exploitant du bief n°47VMA de la Doeuil, Voies Navigables de France assure les obligations fixées par le présent arrêté.

#### **Article 2 : Description et classement de l'ouvrage**

Le bief de la Doeuil, d'une longueur de 1,710 km, est situé sur la commune de NEUVILLE-SUR-ORNAIN et VAL-D'ORNAIN.

H : hauteur au-dessus du terrain naturel	2,20 mètres
V : Capacité de la retenue à la cote RN	0,0627 millions de m <sup>3</sup>
Présence d'une ou plusieurs habitations à l'aval de l'ouvrage, jusqu'à une distance par rapport à celui-ci de 400 mètres et dont le niveau topographique est inférieur à la crête de l'ouvrage	Oui

Système de référence linéaire :

- PK début : 36,742
- PK fin : 38,452

Plan en annexe

Rubrique	Intitulé	Classe
3.2.5.0	Barrage de retenue et ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R.214-112	C

## **Titre II : RÈGLES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET LA SÛRETÉ DE L'OUVRAGE**

### **Article 3 : – Documents réglementaires**

En application de l'article R.214-122 du Code de l'environnement, le propriétaire ou l'exploitant établit ou fait établir :

- 1<sup>er</sup>) un dossier technique regroupant tous les documents relatifs à l'ouvrage, permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation depuis sa mise en service ;
- 2<sup>e</sup>) un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les vérifications et visites techniques approfondies, le dispositif d'auscultation, les moyens d'information et d'alerte de la survenance de crues et de tempêtes ;
- 3<sup>e</sup>) un registre sur lequel sont inscrits les principaux renseignements relatifs aux travaux, à l'exploitation, à la surveillance, à l'entretien de l'ouvrage et de son dispositif d'auscultation, aux conditions météorologiques et hydrologiques exceptionnelles et à l'environnement de l'ouvrage ;
- 4<sup>e</sup>) un rapport de surveillance périodique comprenant la synthèse des renseignements figurant dans le registre prévu au 3<sup>e</sup> et celle des constatations effectuées lors des vérifications et visites techniques approfondies ;
- 5<sup>e</sup>) un rapport d'auscultation établi périodiquement par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R.214-129 à R.214-132 du Code de l'environnement.

L'exploitant tient à jour ces dossiers, documents et registre, les conserve de façon qu'ils soient accessibles et utilisables en toutes circonstances et les tient à la disposition du service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

### **Article 4 – Exploitation et surveillance**

En application de l'article R.214-123 du Code de l'environnement, l'exploitant surveille et entretient son ouvrage et ses dépendances.

Il procède notamment à des vérifications du bon fonctionnement des organes de sécurité et à des visites techniques approfondies de l'ouvrage qui sont effectuées au moins une fois dans l'intervalle de deux rapports de surveillance.

### **Article 5 : Prescriptions relatives à l'ouvrage**

L'ouvrage doit être rendu conforme aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-128 du Code de l'Environnement selon les délais et modalités suivantes :

- Description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance **sous 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté** ;
- Constitution du registre de l'ouvrage **sous 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté** ;
- Constitution d'un dossier technique regroupant tous les documents relatifs à l'ouvrage **sous 12 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté** ;

- Production d'un rapport de surveillance **sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans ;**
- Production par un organisme agréé d'un rapport d'auscultation **sous 24 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans ;**

Le rapport de surveillance et le rapport d'auscultation sont transmis au service de l'État chargé du contrôle dans le mois suivant leur réalisation.

Dans l'intervalle de deux rapports de surveillance, le propriétaire ou exploitant est tenu de procéder, à minima, à une visite technique approfondie, dont le rapport pourra être transmis au service de contrôle sur sa demande.

### **Article 6 : Déclaration des incidents**

Tout événement ou évolution concernant l'ouvrage ou son exploitation susceptible de mettre en cause la sécurité des personnes et des biens doit être déclaré au Préfet dans les meilleurs délais, conformément à l'article R.214-125 du Code de l'Environnement.

Toute déclaration est accompagnée d'une proposition de classification selon le niveau de gravité défini par l'arrêté ministériel du 21/05/2010. En fonction du niveau de la gravité qu'il constate, le préfet peut demander à l'exploitant un rapport sur l'événement.

En outre, une visite technique approfondie doit être réalisée à l'issue de chacun de ces événements ou évolutions.

### **Article 7 : Diagnostic de sûreté**

Conformément à l'article R.214-127 du Code de l'Environnement, si l'ouvrage ne paraît pas remplir des conditions de sûreté suffisantes, le préfet peut prescrire à l'exploitant de faire procéder, à ses frais, dans un délai déterminé, et par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132, à un diagnostic sur les garanties de sûreté de l'ouvrage où sont proposées, le cas échéant, les dispositions pour remédier aux insuffisances de l'ouvrage, de son entretien ou de sa surveillance au regard des impératifs de la sécurité des personnes et des biens.

L'exploitant adresse, dans le délai fixé, ce diagnostic au préfet en indiquant les dispositions qu'il propose de retenir. Les prescriptions retenues sont fixées par arrêté préfectoral.

### **Article 8 : Travaux**

Tout projet de modification de l'ouvrage, en dehors des travaux d'entretien et de réparation courante, est réalisé par un organisme agréé, conformément aux articles R.214-119 et R.214-120 du Code de l'Environnement.

## **Titre III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **Article 9 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 10 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas l'exploitant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **Article 11 : Publication et information des tiers**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Il sera également :

- mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Meuse pendant une durée d'au moins 6 mois,
- affiché en mairie de NEUVILLE-SUR-ORNAIN et VAL-D'ORNAIN, dès sa réception et pendant un délai minimum d'un mois.

## **Article 12 : Voies et délais de recours**

En application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55012 Bar-le-Duc ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 – Paris Cedex 08;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - CO 20038 - 54036 NANCY Cedex. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

## **Article 13 : Exécution**

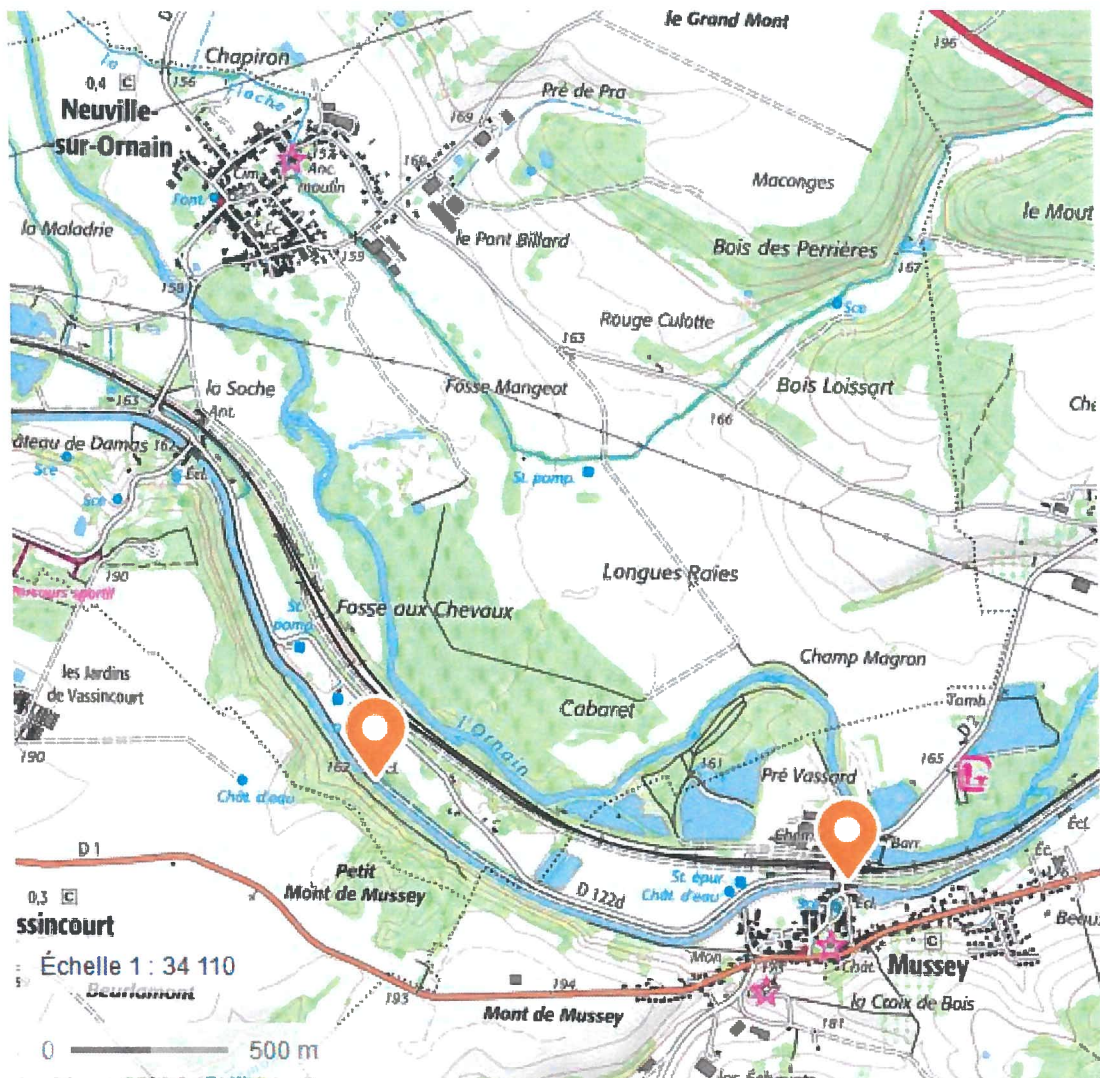
Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse, le Maire de la commune de NEUVILLE-SUR-ORNAIN et VAL-D'ORNAIN et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Grand-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bar-le-Duc, le **20 JAN. 2020**

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

  
Michel GOURIOU

## ANNEXE : PLAN DE SITUATION





**PRÉFET DE LA MEUSE**

Direction départementale des territoires  
Service Environnement  
Unité Eau

**ARRÊTÉ n° 2020 - 7364 du 20 JAN. 2020**

**Portant classement du bief n°34VMa de la grande Chalaide du canal de la Marne au Rhin  
Ouest sur le territoire de la commune de LONGEVILLE-EN-BARROIS**

**Le Préfet de la Meuse,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R.214-1, R.214-53 et R.214-112 à R.214-132 ;

VU le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 ;

VU le décret du 4 janvier 2019 portant nomination de Monsieur Alexandre ROCHATTE, Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté n° 2019-121 du 21 janvier 2019 accordant délégation de signature à Monsieur Michel GOURIOU, Secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

VU le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

VU le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU l'arrêté ministériel du 21 mai 2010 définissant l'échelle de gravité des événements et évolutions concernant un barrage et une digue ou leur exploitation et mettant en cause ou étant susceptibles de mettre en cause la sécurité des personnes ou des biens et précisant les modalités de leur déclaration ;

VU l'arrêté ministériel du 17 mars 2017 précisant les modalités de détermination de la hauteur et du volume des barrages et ouvrages assimilés aux fins du classement de ces ouvrages en application de l'article R. 214-112 de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 6 août 2018 fixant des prescriptions techniques relatives à la sécurité des barrages ;

VU les informations communiquées le 20 septembre 2019 par Voies Navigables de France, exploitant de l'ouvrage et pétitionnaire,

VU le courrier adressé au pétitionnaire, le 06 décembre 2019, dans le cadre de la procédure contradictoire, l'invitant à faire part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral portant classement du bief ;

VU les observations formulées par le pétitionnaire en date du 26 décembre 2019;

Considérant que les renseignements fournis par le pétitionnaire font apparaître, au titre de l'article R.214-53 du code de l'environnement, l'existence d'un ouvrage relevant des critères de classement définis à l'article R214-112 du code de l'environnement, sur la commune de LONGEVILLE-EN-BARROIS ;

Considérant qu'il convient de porter classement dudit ouvrage, compte tenu de ses caractéristiques géométriques, notamment sa hauteur de 3,70 m au-dessus du terrain naturel, son volume de retenue de 52 400 m<sup>3</sup> et de la présence dans les 400m à l'aval de l'ouvrage d'une ou plusieurs habitations dont le niveau topographique est inférieur à la crête de l'ouvrage ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

## ARRÊTE

### Titre I : CLASSE DE L'OUVRAGE

#### **Article 1 : Responsable de l'ouvrage**

En sa qualité d'exploitant du bief n°34VMA de la grande chalaide, Voies Navigables de France assure les obligations fixées par le présent arrêté.

#### **Article 2 : Description et classement de l'ouvrage**

Le bief de la grande chalaide, d'une longueur de 1,583 km, est situé sur la commune de LONGEVILLE-EN-BARROIS,

H : hauteur au-dessus du terrain naturel	3,70 mètres
V : Capacité de la retenue à la cote RN	0,0524 millions de m <sup>3</sup>
Présence d'une ou plusieurs habitations à l'aval de l'ouvrage, jusqu'à une distance par rapport à celui-ci de 400 mètres et dont le niveau topographique est inférieur à la crête de l'ouvrage	Oui

Système de référence linéaire :

- PK début : 51,732
- PK fin : 53,315

Plan en annexe

Rubrique	Intitulé	Classe
3.2.5.0	Barrage de retenue et ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R.214-112	C



## **Titre II : RÈGLES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET LA SÛRETÉ DE L'OUVRAGE**

### **Article 3 : – Documents réglementaires**

En application de l'article R.214-122 du Code de l'environnement, le propriétaire ou l'exploitant établit ou fait établir :

- 1<sup>er</sup>) un dossier technique regroupant tous les documents relatifs à l'ouvrage, permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation depuis sa mise en service ;
- 2<sup>e</sup>) un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les vérifications et visites techniques approfondies, le dispositif d'auscultation, les moyens d'information et d'alerte de la survenance de crues et de tempêtes ;
- 3<sup>e</sup>) un registre sur lequel sont inscrits les principaux renseignements relatifs aux travaux, à l'exploitation, à la surveillance, à l'entretien de l'ouvrage et de son dispositif d'auscultation, aux conditions météorologiques et hydrologiques exceptionnelles et à l'environnement de l'ouvrage ;
- 4<sup>e</sup>) un rapport de surveillance périodique comprenant la synthèse des renseignements figurant dans le registre prévu au 3<sup>e</sup> et celle des constatations effectuées lors des vérifications et visites techniques approfondies ;
- 5<sup>e</sup>) un rapport d'auscultation établi périodiquement par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R.214-129 à R.214-132 du Code de l'environnement.

L'exploitant tient à jour ces dossiers, documents et registre, les conserve de façon qu'ils soient accessibles et utilisables en toutes circonstances et les tient à la disposition du service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

### **Article 4 – Exploitation et surveillance**

En application de l'article R.214-123 du Code de l'environnement, l'exploitant surveille et entretient son ouvrage et ses dépendances.

Il procède notamment à des vérifications du bon fonctionnement des organes de sécurité et à des visites techniques approfondies de l'ouvrage qui sont effectuées au moins une fois dans l'intervalle de deux rapports de surveillance.

### **Article 5 : Prescriptions relatives à l'ouvrage**

L'ouvrage doit être rendu conforme aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-128 du Code de l'Environnement selon les délais et modalités suivantes :

- Description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance **sous 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté** ;
- Constitution du registre de l'ouvrage **sous 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté** ;
- Constitution d'un dossier technique regroupant tous les documents relatifs à l'ouvrage **sous 12 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté** ;

- Production d'un rapport de surveillance **sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans ;**
- Production par un organisme agréé d'un rapport d'auscultation **sous 24 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans ;**

Le rapport de surveillance et le rapport d'auscultation sont transmis au service de l'État chargé du contrôle dans le mois suivant leur réalisation.

Dans l'intervalle de deux rapports de surveillance, le propriétaire ou exploitant est tenu de procéder, à minima, à une visite technique approfondie, dont le rapport pourra être transmis au service de contrôle sur sa demande.

#### **Article 6 : Déclaration des incidents**

Tout événement ou évolution concernant l'ouvrage ou son exploitation susceptible de mettre en cause la sécurité des personnes et des biens doit être déclaré au Préfet dans les meilleurs délais, conformément à l'article R.214-125 du Code de l'Environnement.

Toute déclaration est accompagnée d'une proposition de classification selon le niveau de gravité défini par l'arrêté ministériel du 21/05/2010. En fonction du niveau de la gravité qu'il constate, le préfet peut demander à l'exploitant un rapport sur l'événement.

En outre, une visite technique approfondie doit être réalisée à l'issue de chacun de ces événements ou évolutions.

#### **Article 7 : Diagnostic de sûreté**

Conformément à l'article R.214-127 du Code de l'Environnement, si l'ouvrage ne paraît pas remplir des conditions de sûreté suffisantes, le préfet peut prescrire à l'exploitant de faire procéder, à ses frais, dans un délai déterminé, et par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132, à un diagnostic sur les garanties de sûreté de l'ouvrage où sont proposées, le cas échéant, les dispositions pour remédier aux insuffisances de l'ouvrage, de son entretien ou de sa surveillance au regard des impératifs de la sécurité des personnes et des biens.

L'exploitant adresse, dans le délai fixé, ce diagnostic au préfet en indiquant les dispositions qu'il propose de retenir. Les prescriptions retenues sont fixées par arrêté préfectoral.

#### **Article 8 : Travaux**

Tout projet de modification de l'ouvrage, en dehors des travaux d'entretien et de réparation courante, est réalisé par un organisme agréé, conformément aux articles R.214-119 et R.214-120 du Code de l'Environnement.

### **Titre III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 9 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 10 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas l'exploitant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **Article 11 : Publication et information des tiers**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Il sera également :

- mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Meuse pendant une durée d'au moins 6 mois,
- affiché en mairie de LONGEVILLE-EN-BARROIS, dès sa réception et pendant un délai minimum d'un mois.

## **Article 12 : Voies et délais de recours**

En application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55012 Bar-le-Duc ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 – Paris Cedex 08;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - CO 20038 - 54036 NANCY Cedex. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

## **Article 13 : Exécution**

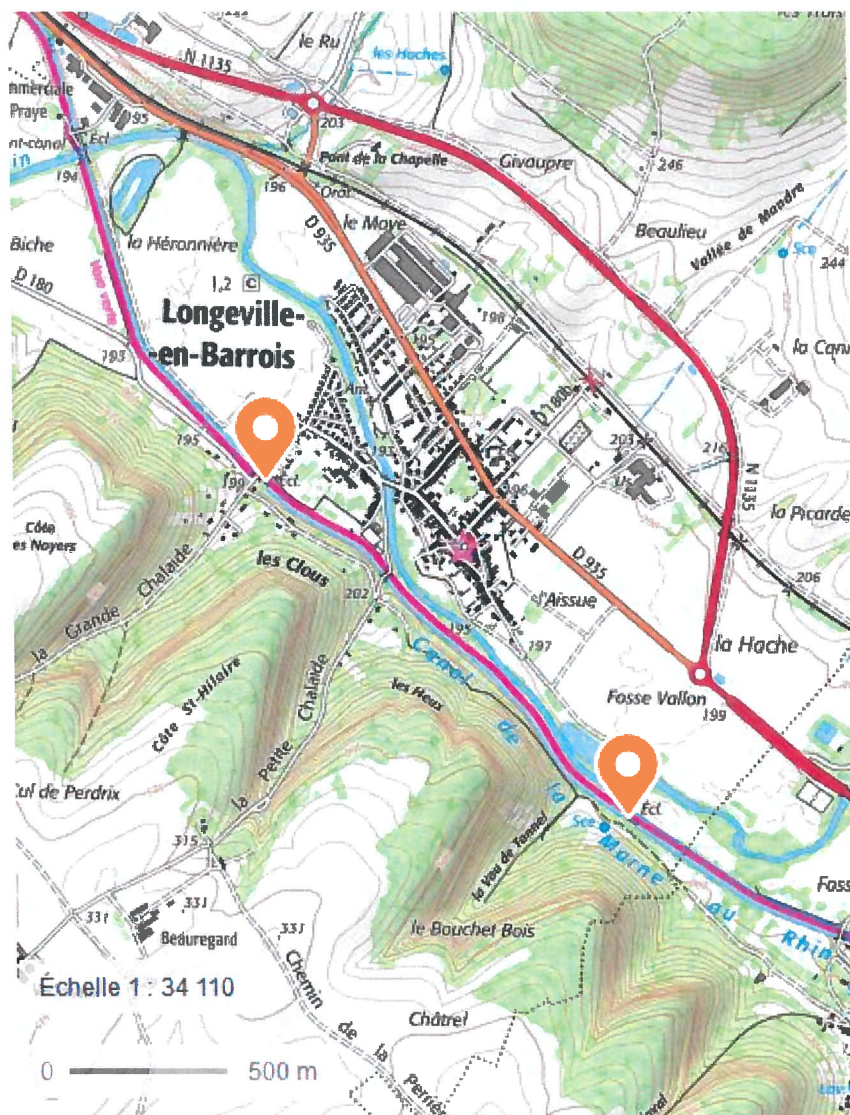
Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse, le Maire de la commune de LONGEVILLE-EN-BARROIS et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Grand-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bar-le-Duc, le 20 JAN. 2020

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

  
Michel GOURIOU

## ANNEXE : PLAN DE SITUATION



**PRÉFET DE LA MEUSE**

Direction départementale des territoires  
Service Environnement  
Unité Eau

**ARRÊTÉ n° 2020 - 7365 du 20 JAN. 2020**

**Portant classement du bief n°43VMA de Rembercourt du canal de la Marne au Rhin Ouest  
sur le territoire des communes de FAINS-VEEL et VAL-D'ORNAIN**

**Le Préfet de la Meuse,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R.214-1, R.214-53 et R.214-112 à R.214-132 ;

VU le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 ;

VU le décret du 4 janvier 2019 portant nomination de Monsieur Alexandre ROCHATTE, Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté n° 2019-121 du 21 janvier 2019 accordant délégation de signature à Monsieur Michel GOURIOU, Secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

VU le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

VU le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU l'arrêté ministériel du 21 mai 2010 définissant l'échelle de gravité des événements et évolutions concernant un barrage et une digue ou leur exploitation et mettant en cause ou étant susceptibles de mettre en cause la sécurité des personnes ou des biens et précisant les modalités de leur déclaration ;

VU l'arrêté ministériel du 17 mars 2017 précisant les modalités de détermination de la hauteur et du volume des barrages et ouvrages assimilés aux fins du classement de ces ouvrages en application de l'article R. 214-112 de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 6 août 2018 fixant des prescriptions techniques relatives à la sécurité des barrages ;

VU les informations communiquées le 20 septembre 2019 par Voies Navigables de France, exploitant de l'ouvrage et pétitionnaire,

VU le courrier adressé au pétitionnaire, le 06 décembre 2019, dans le cadre de la procédure contradictoire, l'invitant à faire part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral portant classement du bief ;

VU les observations formulées par le pétitionnaire en date du 26 décembre 2019;

Considérant que les renseignements fournis par le pétitionnaire font apparaître, au titre de l'article R.214-53 du code de l'environnement, l'existence d'un ouvrage relevant des critères de classement définis à l'article R214-112 du code de l'environnement, sur les communes de FAINS-VEEL et VAL-D'ORNAIN ;

Considérant qu'il convient de porter classement dudit ouvrage, compte tenu de ses caractéristiques géométriques, notamment sa hauteur de 2,65 m au-dessus du terrain naturel, son volume de retenue de 72 400 m<sup>3</sup> et de la présence dans les 400m à l'aval de l'ouvrage d'une ou plusieurs habitations dont le niveau topographique est inférieur à la crête de l'ouvrage ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

## ARRÊTE

### Titre I : CLASSE DE L'OUVRAGE

#### **Article 1 : Responsable de l'ouvrage**

En sa qualité d'exploitant du bief n°43VMA de Rembercourt, Voies Navigables de France assure les obligations fixées par le présent arrêté.

#### **Article 2 : Description et classement de l'ouvrage**

Le bief de Rembercourt, d'une longueur de 2,140 km, est situé sur les communes de FAINS-VEEL et VAL-D'ORNAIN,

H : hauteur au-dessus du terrain naturel	2,65 mètres
V : Capacité de la retenue à la cote RN	0,0724 millions de m <sup>3</sup>
Présence d'une ou plusieurs habitations à l'aval de l'ouvrage, jusqu'à une distance par rapport à celui-ci de 400 mètres et dont le niveau topographique est inférieur à la crête de l'ouvrage	Oui

Système de référence linéaire :

- PK début : 41,158
- PK fin : 43,298

Plan en annexe

Rubrique	Intitulé	Classe
3.2.5.0	Barrage de retenue et ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R.214-112	C



## **Titre II : RÈGLES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET LA SÛRETÉ DE L'OUVRAGE**

### **Article 3 : – Documents réglementaires**

En application de l'article R.214-122 du Code de l'environnement, le propriétaire ou l'exploitant établit ou fait établir :

- 1<sup>er</sup>) un dossier technique regroupant tous les documents relatifs à l'ouvrage, permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation depuis sa mise en service ;
- 2<sup>e</sup>) un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les vérifications et visites techniques approfondies, le dispositif d'auscultation, les moyens d'information et d'alerte de la survenance de crues et de tempêtes ;
- 3<sup>e</sup>) un registre sur lequel sont inscrits les principaux renseignements relatifs aux travaux, à l'exploitation, à la surveillance, à l'entretien de l'ouvrage et de son dispositif d'auscultation, aux conditions météorologiques et hydrologiques exceptionnelles et à l'environnement de l'ouvrage ;
- 4<sup>e</sup>) un rapport de surveillance périodique comprenant la synthèse des renseignements figurant dans le registre prévu au 3<sup>e</sup> et celle des constatations effectuées lors des vérifications et visites techniques approfondies ;
- 5<sup>e</sup>) un rapport d'auscultation établi périodiquement par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R.214-129 à R.214-132 du Code de l'environnement.

L'exploitant tient à jour ces dossiers, documents et registre, les conserve de façon qu'ils soient accessibles et utilisables en toutes circonstances et les tient à la disposition du service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

### **Article 4 – Exploitation et surveillance**

En application de l'article R.214-123 du Code de l'environnement, l'exploitant surveille et entretient son ouvrage et ses dépendances.

Il procède notamment à des vérifications du bon fonctionnement des organes de sécurité et à des visites techniques approfondies de l'ouvrage qui sont effectuées au moins une fois dans l'intervalle de deux rapports de surveillance.

### **Article 5 : Prescriptions relatives à l'ouvrage**

L'ouvrage doit être rendu conforme aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-128 du Code de l'Environnement selon les délais et modalités suivantes :

- Description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance **sous 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté ;**
- Constitution du registre de l'ouvrage **sous 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté ;**
- Constitution d'un dossier technique regroupant tous les documents relatifs à l'ouvrage **sous 12 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté ;**

- Production d'un rapport de surveillance **sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans ;**
- Production par un organisme agréé d'un rapport d'auscultation **sous 24 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans ;**

Le rapport de surveillance et le rapport d'auscultation sont transmis au service de l'État chargé du contrôle dans le mois suivant leur réalisation.

Dans l'intervalle de deux rapports de surveillance, le propriétaire ou exploitant est tenu de procéder, à minima, à une visite technique approfondie, dont le rapport pourra être transmis au service de contrôle sur sa demande.

### **Article 6 : Déclaration des incidents**

Tout événement ou évolution concernant l'ouvrage ou son exploitation susceptible de mettre en cause la sécurité des personnes et des biens doit être déclaré au Préfet dans les meilleurs délais, conformément à l'article R.214-125 du Code de l'Environnement.

Toute déclaration est accompagnée d'une proposition de classification selon le niveau de gravité défini par l'arrêté ministériel du 21/05/2010. En fonction du niveau de la gravité qu'il constate, le préfet peut demander à l'exploitant un rapport sur l'événement.

En outre, une visite technique approfondie doit être réalisée à l'issue de chacun de ces événements ou évolutions.

### **Article 7 : Diagnostic de sûreté**

Conformément à l'article R.214-127 du Code de l'Environnement, si l'ouvrage ne paraît pas remplir des conditions de sûreté suffisantes, le préfet peut prescrire à l'exploitant de faire procéder, à ses frais, dans un délai déterminé, et par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132, à un diagnostic sur les garanties de sûreté de l'ouvrage où sont proposées, le cas échéant, les dispositions pour remédier aux insuffisances de l'ouvrage, de son entretien ou de sa surveillance au regard des impératifs de la sécurité des personnes et des biens.

L'exploitant adresse, dans le délai fixé, ce diagnostic au préfet en indiquant les dispositions qu'il propose de retenir. Les prescriptions retenues sont fixées par arrêté préfectoral.

### **Article 8 : Travaux**

Tout projet de modification de l'ouvrage, en dehors des travaux d'entretien et de réparation courante, est réalisé par un organisme agréé, conformément aux articles R.214-119 et R.214-120 du Code de l'Environnement.

## **Titre III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **Article 9 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.



## **Article 10 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas l'exploitant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **Article 11 : Publication et information des tiers**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Il sera également :

- mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Meuse pendant une durée d'au moins 6 mois,
- affiché en mairies de FAINS-VEEL et VAL-D'ORNAIN, dès sa réception et pendant un délai minimum d'un mois.

## **Article 12 : Voies et délais de recours**

En application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55012 Bar-le-Duc ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 – Paris Cedex 08;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - CO 20038 - 54036 NANCY Cedex. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

## **Article 13 : Exécution**

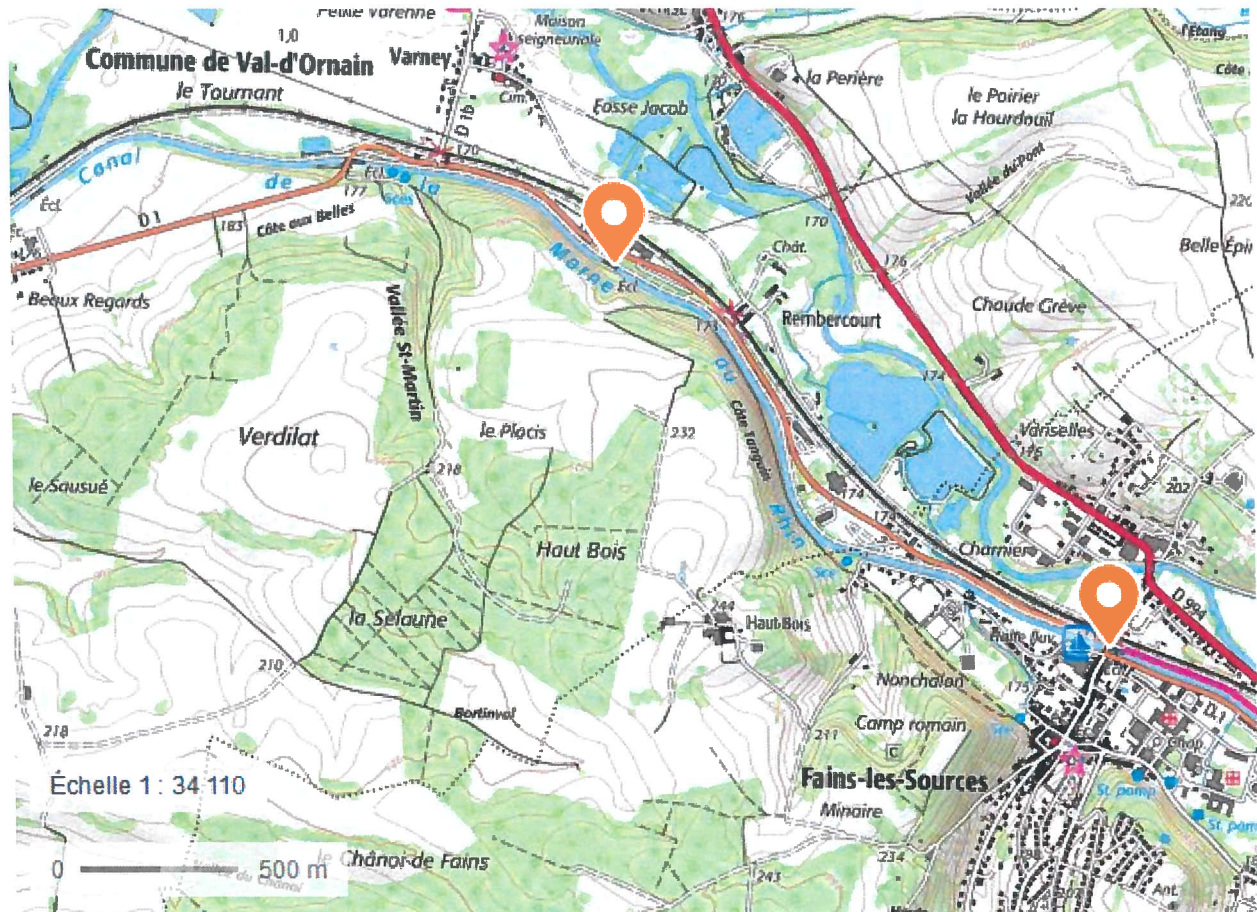
Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse, les Maires des communes de FAINS-VEEL et VAL-D'ORNAIN et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Grand-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bar-le-Duc, le 20 JAN. 2020

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

  
Michel GOURIOU

## ANNEXE : PLAN DE SITUATION



**PRÉFET DE LA MEUSE**

Direction départementale des territoires  
Service Environnement  
Unité Eau

**ARRÊTÉ n° 2020 - 7366** du **20 JAN. 2020**

**Portant classement du bief n°28VMa de Tronville du canal de la Marne au Rhin Ouest  
sur le territoire des communes de TRONVILLE-EN-BARROIS et GUERPONT**

**Le Préfet de la Meuse,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R.214-1, R.214-53 et R.214-112 à R.214-132 ;

VU le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 ;

VU le décret du 4 janvier 2019 portant nomination de Monsieur Alexandre ROCHATTE, Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté n° 2019-121 du 21 janvier 2019 accordant délégation de signature à Monsieur Michel GOURIOU, Secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

VU le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

VU le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU l'arrêté ministériel du 21 mai 2010 définissant l'échelle de gravité des événements et évolutions concernant un barrage et une digue ou leur exploitation et mettant en cause ou étant susceptibles de mettre en cause la sécurité des personnes ou des biens et précisant les modalités de leur déclaration ;

VU l'arrêté ministériel du 17 mars 2017 précisant les modalités de détermination de la hauteur et du volume des barrages et ouvrages assimilés aux fins du classement de ces ouvrages en application de l'article R. 214-112 de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 6 août 2018 fixant des prescriptions techniques relatives à la sécurité des barrages ;

VU les informations communiquées le 20 septembre 2019 par Voies Navigables de France, exploitant de l'ouvrage et pétitionnaire,

VU le courrier adressé au pétitionnaire, le 06 décembre 2019, dans le cadre de la procédure contradictoire, l'invitant à faire part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral portant classement du bief ;

VU les observations formulées par le pétitionnaire en date du 26 décembre 2019;

Considérant que les renseignements fournis par le pétitionnaire font apparaître, au titre de l'article R.214-53 du code de l'environnement, l'existence d'un ouvrage relevant des critères de classement définis à l'article R.214-112 du code de l'environnement, sur les communes de TRONVILLE-EN-BARROIS et GUERPONT ;

Considérant qu'il convient de porter classement dudit ouvrage, compte tenu de ses caractéristiques géométriques, notamment sa hauteur de 3,70 m au-dessus du terrain naturel, son volume de retenue de 73 000 m<sup>3</sup> et de la présence dans les 400m à l'aval de l'ouvrage d'une ou plusieurs habitations dont le niveau topographique est inférieur à la crête de l'ouvrage ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

## ARRÊTE

### Titre I : CLASSE DE L'OUVRAGE

#### **Article 1 : Responsable de l'ouvrage**

En sa qualité d'exploitant du bief n°28VMa de Tronville, Voies Navigables de France assure les obligations fixées par le présent arrêté.

#### **Article 2 : Description et classement de l'ouvrage**

Le bief de Tronville, d'une longueur de 2,071 km, est situé sur les communes de TRONVILLE-EN-BARROIS et GUERPONT.

H : hauteur au-dessus du terrain naturel	3,70 mètres
V : Capacité de la retenue à la cote RN	0,073 millions de m <sup>3</sup>
Présence d'une ou plusieurs habitations à l'aval de l'ouvrage, jusqu'à une distance par rapport à celui-ci de 400 mètres et dont le niveau topographique est inférieur à la crête de l'ouvrage	Oui

Système de référence linéaire :

- PK début : 56,868
- PK fin : 58,939

Plan en annexe

Rubrique	Intitulé	Classe
3.2.5.0	Barrage de retenue et ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R.214-112	C

## **Titre II : RÈGLES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET LA SÛRETÉ DE L'OUVRAGE**

### **Article 3 : – Documents réglementaires**

En application de l'article R.214-122 du Code de l'environnement, le propriétaire ou l'exploitant établit ou fait établir :

- 1<sup>er</sup>) un dossier technique regroupant tous les documents relatifs à l'ouvrage, permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation depuis sa mise en service ;
- 2<sup>e</sup>) un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les vérifications et visites techniques approfondies, le dispositif d'auscultation, les moyens d'information et d'alerte de la survenance de crues et de tempêtes ;
- 3<sup>e</sup>) un registre sur lequel sont inscrits les principaux renseignements relatifs aux travaux, à l'exploitation, à la surveillance, à l'entretien de l'ouvrage et de son dispositif d'auscultation, aux conditions météorologiques et hydrologiques exceptionnelles et à l'environnement de l'ouvrage ;
- 4<sup>e</sup>) un rapport de surveillance périodique comprenant la synthèse des renseignements figurant dans le registre prévu au 3<sup>e</sup> et celle des constatations effectuées lors des vérifications et visites techniques approfondies ;
- 5<sup>e</sup>) un rapport d'auscultation établi périodiquement par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R.214-129 à R.214-132 du Code de l'environnement.

L'exploitant tient à jour ces dossiers, documents et registre, les conserve de façon qu'ils soient accessibles et utilisables en toutes circonstances et les tient à la disposition du service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

### **Article 4 – Exploitation et surveillance**

En application de l'article R.214-123 du Code de l'environnement, l'exploitant surveille et entretient son ouvrage et ses dépendances.

Il procède notamment à des vérifications du bon fonctionnement des organes de sécurité et à des visites techniques approfondies de l'ouvrage qui sont effectuées au moins une fois dans l'intervalle de deux rapports de surveillance.

### **Article 5 : Prescriptions relatives à l'ouvrage**

L'ouvrage doit être rendu conforme aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-128 du Code de l'Environnement selon les délais et modalités suivantes :

- Description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance **sous 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté** ;
- Constitution du registre de l'ouvrage **sous 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté** ;
- Constitution d'un dossier technique regroupant tous les documents relatifs à l'ouvrage **sous 12 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté** ;



- Production d'un rapport de surveillance **sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté** puis **tous les 5 ans** ;
- Production par un organisme agréé d'un rapport d'auscultation **sous 24 mois à compter de la notification du présent arrêté** puis **tous les 5 ans** ;

Le rapport de surveillance et le rapport d'auscultation sont transmis au service de l'État chargé du contrôle dans le mois suivant leur réalisation.

Dans l'intervalle de deux rapports de surveillance, le propriétaire ou exploitant est tenu de procéder, à minima, à une visite technique approfondie, dont le rapport pourra être transmis au service de contrôle sur sa demande.

### **Article 6 : Déclaration des incidents**

Tout événement ou évolution concernant l'ouvrage ou son exploitation susceptible de mettre en cause la sécurité des personnes et des biens doit être déclaré au Préfet dans les meilleurs délais, conformément à l'article R.214-125 du Code de l'Environnement.

Toute déclaration est accompagnée d'une proposition de classification selon le niveau de gravité défini par l'arrêté ministériel du 21/05/2010. En fonction du niveau de la gravité qu'il constate, le préfet peut demander à l'exploitant un rapport sur l'événement.

En outre, une visite technique approfondie doit être réalisée à l'issue de chacun de ces événements ou évolutions.

### **Article 7 : Diagnostic de sûreté**

Conformément à l'article R.214-127 du Code de l'Environnement, si l'ouvrage ne paraît pas remplir des conditions de sûreté suffisantes, le préfet peut prescrire à l'exploitant de faire procéder, à ses frais, dans un délai déterminé, et par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132, à un diagnostic sur les garanties de sûreté de l'ouvrage où sont proposées, le cas échéant, les dispositions pour remédier aux insuffisances de l'ouvrage, de son entretien ou de sa surveillance au regard des impératifs de la sécurité des personnes et des biens.

L'exploitant adresse, dans le délai fixé, ce diagnostic au préfet en indiquant les dispositions qu'il propose de retenir. Les prescriptions retenues sont fixées par arrêté préfectoral.

### **Article 8 : Travaux**

Tout projet de modification de l'ouvrage, en dehors des travaux d'entretien et de réparation courante, est réalisé par un organisme agréé, conformément aux articles R.214-119 et R.214-120 du Code de l'Environnement.

## **Titre III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **Article 9 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 10 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas l'exploitant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **Article 11 : Publication et information des tiers**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Il sera également :

- mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Meuse pendant une durée d'au moins 6 mois,
- affiché en mairies de TRONVILLE-EN-BARROIS et GUERPONT, dès sa réception et pendant un délai minimum d'un mois.

## **Article 12 : Voies et délais de recours**

En application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55012 Bar-le-Duc ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 – Paris Cedex 08;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - CO 20038 - 54036 NANCY Cedex. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).


Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

## **Article 13 : Exécution**

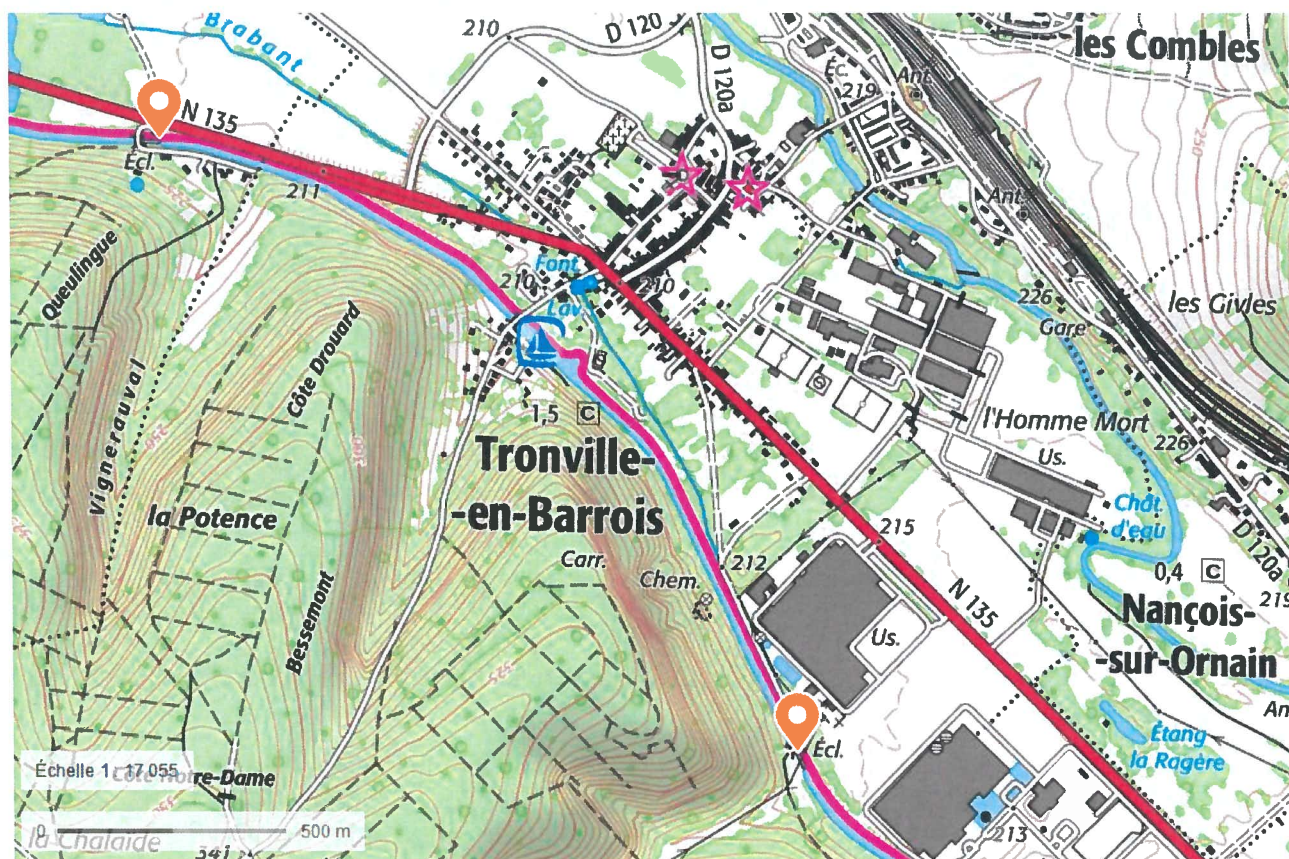
Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse, les Maires des communes de TRONVILLE-EN-BARROIS et GUERPONT et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Grand-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bar-le-Duc, le **20 JAN. 2020**

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

  
Michel GOURIOU

## ANNEXE : PLAN DE SITUATION





## PRÉFET DE LA MEUSE

Direction départementale des territoires  
Service Environnement  
Unité Eau

**ARRÊTÉ n° 2020 - 7367 du 20 JAN. 2020**

**Portant classement du bief n°22 de Samogneux du Canal de la Meuse  
sur le territoire des communes de SAMOGNEUX et CHAMPNEUVILLE**

**Le Préfet de la Meuse,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R.214-1, R.214-53 et R.214-112 à R.214-132 ;

VU le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 ;

VU le décret du 4 janvier 2019 portant nomination de Monsieur Alexandre ROCHATTE, Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté n° 2019-121 du 21 janvier 2019 accordant délégation de signature à Monsieur Michel GOURIOU, Secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

VU le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

VU le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU l'arrêté ministériel du 21 mai 2010 définissant l'échelle de gravité des événements et évolutions concernant un barrage et une digue ou leur exploitation et mettant en cause ou étant susceptibles de mettre en cause la sécurité des personnes ou des biens et précisant les modalités de leur déclaration ;

VU l'arrêté ministériel du 17 mars 2017 précisant les modalités de détermination de la hauteur et du volume des barrages et ouvrages assimilés aux fins du classement de ces ouvrages en application de l'article R. 214-112 de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 6 août 2018 fixant des prescriptions techniques relatives à la sécurité des barrages ;

VU les informations communiquées le 20 septembre 2019 par Voies Navigables de France, exploitant de l'ouvrage et pétitionnaire,

VU le courrier adressé au pétitionnaire, le 06 décembre 2019, dans le cadre de la procédure contradictoire, l'invitant à faire part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral portant classement du bief ;

VU les observations formulées par le pétitionnaire en date du 26 décembre 2019;

Considérant que les renseignements fournis par le pétitionnaire font apparaître, au titre de l'article R.214-53 du code de l'environnement, l'existence d'un ouvrage relevant des critères de classement définis à l'article R214-112 du code de l'environnement, sur les communes de SAMOGNEUX et CHAMPNEUVILLE ;

Considérant qu'il convient de porter classement dudit ouvrage, compte tenu de ses caractéristiques géométriques, notamment sa hauteur de 2,70 m au-dessus du terrain naturel, son volume de retenue de 102 000 m<sup>3</sup> et de la présence dans les 400m à l'aval de l'ouvrage d'une ou plusieurs habitations dont le niveau topographique est inférieur à la crête de l'ouvrage ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

## ARRÊTE

### Titre I : CLASSE DE L'OUVRAGE

#### **Article 1 : Responsable de l'ouvrage**

En sa qualité d'exploitant du bief n°22 de Samogneux, Voies Navigables de France assure les obligations fixées par le présent arrêté.

#### **Article 2 : Description et classement de l'ouvrage**

Le bief de Samogneux, d'une longueur de 3,975 km, est situé sur les communes de SAMOGNEUX et CHAMPNEUVILLE.

H : hauteur au-dessus du terrain naturel	2,70 mètres
V : Capacité de la retenue à la cote RN	0,102 millions de m <sup>3</sup>
Présence d'une ou plusieurs habitations à l'aval de l'ouvrage, jusqu'à une distance par rapport à celui-ci de 400 mètres et dont le niveau topographique est inférieur à la crête de l'ouvrage	Oui

Système de référence linéaire :

- PK début : 184,420
- PK fin : 188,395

Plan en annexe

Rubrique	Intitulé	Classe
3.2.5.0	Barrage de retenue et ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R.214-112	C

## **Titre II : RÈGLES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET LA SÛRETÉ DE L'OUVRAGE**

### **Article 3 : – Documents réglementaires**

En application de l'article R.214-122 du Code de l'environnement, le propriétaire ou l'exploitant établit ou fait établir :

- 1<sup>er</sup>) un dossier technique regroupant tous les documents relatifs à l'ouvrage, permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation depuis sa mise en service ;
- 2<sup>e</sup>) un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les vérifications et visites techniques approfondies, le dispositif d'auscultation, les moyens d'information et d'alerte de la survenance de crues et de tempêtes ;
- 3<sup>e</sup>) un registre sur lequel sont inscrits les principaux renseignements relatifs aux travaux, à l'exploitation, à la surveillance, à l'entretien de l'ouvrage et de son dispositif d'auscultation, aux conditions météorologiques et hydrologiques exceptionnelles et à l'environnement de l'ouvrage ;
- 4<sup>e</sup>) un rapport de surveillance périodique comprenant la synthèse des renseignements figurant dans le registre prévu au 3<sup>e</sup> et celle des constatations effectuées lors des vérifications et visites techniques approfondies ;
- 5<sup>e</sup>) un rapport d'auscultation établi périodiquement par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R.214-129 à R.214-132 du Code de l'environnement.

L'exploitant tient à jour ces dossiers, documents et registre, les conserve de façon qu'ils soient accessibles et utilisables en toutes circonstances et les tient à la disposition du service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

### **Article 4 – Exploitation et surveillance**

En application de l'article R.214-123 du Code de l'environnement, l'exploitant surveille et entretient son ouvrage et ses dépendances.

Il procède notamment à des vérifications du bon fonctionnement des organes de sécurité et à des visites techniques approfondies de l'ouvrage qui sont effectuées au moins une fois dans l'intervalle de deux rapports de surveillance.

### **Article 5 : Prescriptions relatives à l'ouvrage**

L'ouvrage doit être rendu conforme aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-128 du Code de l'Environnement selon les délais et modalités suivantes :

- Description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance **sous 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté ;**
- Constitution du registre de l'ouvrage **sous 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté ;**
- Constitution d'un dossier technique regroupant tous les documents relatifs à l'ouvrage **sous 12 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté ;**

- Production d'un rapport de surveillance **sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans ;**
- Production par un organisme agréé d'un rapport d'auscultation **sous 24 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans ;**

Le rapport de surveillance et le rapport d'auscultation sont transmis au service de l'État chargé du contrôle dans le mois suivant leur réalisation.

Dans l'intervalle de deux rapports de surveillance, le propriétaire ou exploitant est tenu de procéder, à minima, à une visite technique approfondie, dont le rapport pourra être transmis au service de contrôle sur sa demande.

### **Article 6 : Déclaration des incidents**

Tout événement ou évolution concernant l'ouvrage ou son exploitation susceptible de mettre en cause la sécurité des personnes et des biens doit être déclaré au Préfet dans les meilleurs délais, conformément à l'article R.214-125 du Code de l'Environnement.

Toute déclaration est accompagnée d'une proposition de classification selon le niveau de gravité défini par l'arrêté ministériel du 21/05/2010. En fonction du niveau de la gravité qu'il constate, le préfet peut demander à l'exploitant un rapport sur l'événement.

En outre, une visite technique approfondie doit être réalisée à l'issue de chacun de ces événements ou évolutions.

### **Article 7 : Diagnostic de sûreté**

Conformément à l'article R.214-127 du Code de l'Environnement, si l'ouvrage ne paraît pas remplir des conditions de sûreté suffisantes, le préfet peut prescrire à l'exploitant de faire procéder, à ses frais, dans un délai déterminé, et par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132, à un diagnostic sur les garanties de sûreté de l'ouvrage où sont proposées, le cas échéant, les dispositions pour remédier aux insuffisances de l'ouvrage, de son entretien ou de sa surveillance au regard des impératifs de la sécurité des personnes et des biens.

L'exploitant adresse, dans le délai fixé, ce diagnostic au préfet en indiquant les dispositions qu'il propose de retenir. Les prescriptions retenues sont fixées par arrêté préfectoral.

### **Article 8 : Travaux**

Tout projet de modification de l'ouvrage, en dehors des travaux d'entretien et de réparation courante, est réalisé par un organisme agréé, conformément aux articles R.214-119 et R.214-120 du Code de l'Environnement.

## **Titre III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **Article 9 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 10 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas l'exploitant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **Article 11 : Publication et information des tiers**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Il sera également :

- mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Meuse pendant une durée d'au moins 6 mois,
- affiché en mairies de SAMOGNEUX et CHAMPNEUVILLE, dès sa réception et pendant un délai minimum d'un mois.

## **Article 12 : Voies et délais de recours**

En application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55012 Bar-le-Duc ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 – Paris Cedex 08;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - CO 20038 - 54036 NANCY Cedex. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

## **Article 13 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse, les Maires des communes de SAMOGNEUX et CHAMPNEUVILLE et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Grand-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bar-le-Duc, le 20 JAN. 2020

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,



Michel GOURIOU



## ANNEXE : PLAN DE SITUATION

